

7^{ème} Conférence Africaine sur la Population

***DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE:
PERSPECTIVES, OPPORTUNITES ET DEFIS***

***JOHANNESBURG –AFRIQUE DU SUD,
30 NOV. – 4 DEC. 2015***

THEME DE LA PRESENTATION :

**Transferts de fonds : utilisation et contribution au
développement socio-économique au Cameroun.**

Par : ANGUISSA Christian
Démographe
MINEPAT
christoanguiss@yahoo.fr

Liste des Abréviations et des Acronymes

ACP : Afrique des Caraïbes et du Pacifique

BM : Banque Mondiale

BUCREP : Bureau Central des Recensements et des Etudes de la Population

DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

ECAM : Enquête Camerounaise auprès des Ménages

IFORD : Institut de Formation et de Recherche Démographique

OIM : Observatoire International pour les Migrations

PIB : Produit Intérieur Brute

SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

Sommaire

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES.....	I
SOMMAIRE.....	II
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	III
INTRODUCTION	1
OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	1
I. BREF CONTEXTE DE L'ETUDE	3
<i>I.1. Contexte socio-économique</i>	<i>3</i>
<i>I.2. Contexte migratoire.....</i>	<i>3</i>
II. CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	4
<i>II.1. Utilisation et influence des envois de fonds sur le développement socio-économique : analyses théoriques.....</i>	<i>4</i>
<i>II.2. Utilisation et influence des envois de fonds sur le développement socio-économique : illustrations empiriques</i>	<i>5</i>
II.2.1. Migration, envois de fonds et pauvreté.....	6
II.2.2. Migration, envois de fonds et développement rural	7
II.2.3. Migration, envois de fonds et répartition du revenu.....	7
III. CADRE METHODOLOGIQUE	8
<i>III.1. Source de données.....</i>	<i>8</i>
<i>III.2. Objectif de l'enquête</i>	<i>8</i>
<i>III.3. Définition des variables opérationnelles</i>	<i>9</i>
<i>III.4. Hypothèse de l'étude</i>	<i>9</i>
<i>III.5. Méthodes d'analyses de données.....</i>	<i>10</i>
IV. UTILISATION DES TRANSFERTS DE FONDS.....	10
<i>IV.1. Opinion des personnes enquêtées sur l'utilité des transferts de fonds</i>	<i>10</i>
<i>IV.2. Utilisation faite de l'argent transféré aux membres des ménages</i>	<i>11</i>
<i>IV.3. Comparaison entre opinions sur l'utilité et utilisation faite des transferts de fonds.....</i>	<i>12</i>
V. CONTRIBUTION DES TRANSFERTS DE FONDS AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE	13
<i>V.1. association entre transferts de fonds et développement socio-économique.....</i>	<i>13</i>
<i>V.2. Comparaison des dépenses des ménages concernés par les transferts de fonds et les ménages n'ayant reçu les transferts.</i>	<i>14</i>
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	17
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	19

Liste des Tableaux et Graphiques

TABLEAU1 : INFLUENCE DE L'EMIGRATION AU CAMEROUN	10
TABLEAU2 : OPINION SUR L'UTILITE DE L'ARGENT ENVOYE PAR LES EMIGRANTS CAMEROUNAIS	10
TABLEAU3 : MONTANT DES TRANSFERTS SELON LE NIVEAU DE VIE DU MENAGE, LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LES DEPENSES POUR LA SCOLARITE	13
TABLEAU4 : DIFFERENCE DE DEPENSES ENTRE LES MENAGES AYANT REÇU LES TRANSFERTS DE FONDS ET LES MENAGES N'AYANT PAS PERÇU LES TRANSFERTS DE FONDS (%)	15
TABLEAU5 : ENTREPRISES DU MENAGE	16
GRAPHIQUE1 : UTILISATION FAITE PAR LES MENAGES DE L'ARGENT ENVOYE PAR LES EMIGRANTS CAMEROUNAIS	11

Introduction

La migration est un phénomène qui a pris de l'ampleur en Afrique Sub-saharienne à cause des questions de développement que les pays de cette partie de la sous région d'Afrique rencontrent. Les migrants dans la plupart des cas y vont à la recherche d'un monde meilleur, de l'emploi ou pour acquérir une formation ; ils consolident les liens avec leurs familles du pays d'origine grâce aux transferts de biens et de fonds. Ces transferts sont aujourd'hui considérés avec un intérêt grandissant par les autorités locales et les banques privées dans les pays d'origine de ces migrants, mais aussi par les organisations internationales et la société civile. A l'instar des financements directs étrangers, ces montants représentent une source de financement extérieure importante et font de leurs propriétaires de véritables acteurs de développement économique. En effet, les fonds envoyés peuvent être destinés à la satisfaction de nombreux besoins notamment de consommation, d'investissement et l'épargne.

Le Cameroun dans sa Vision de développement et son Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ambitionne être un pays Emergent à l'horizon 2035. Pour cela, il est nécessaire d'accorder une importance majeure à la migration et ses liens avec le développement socio-économique. Ainsi, selon l'OIM (2009a), les transferts de fonds et de connaissances temporaires ou définitifs par les émigrants camerounais sont estimés avoir un impact positif sur le développement du pays en général et sur la microéconomie en particulier. En 2007, les transferts de fonds effectués par les migrants camerounais étaient estimés à 113 443 380 EUR ; ce montant représentait 0,8% du PIB et 8,7% de l'Aide Publique au Développement (BM, 2010). Selon la même source, les transferts de fonds des migrants résidant au Cameroun vers leurs pays d'origine étaient évalués à 61 137 151 EUR.

Cette étude tente de répondre aux questions suivantes : quelles informations avons-nous des montants transférés par les migrants au Cameroun ? Quelle utilisation en est faite des montants transférés ? Ces montants contribuent-ils suffisamment au développement socio-économique ?

Objectifs de la recherche

L'objectif général de la recherche est de contribuer à la connaissance des relations existantes entre la migration et le développement. Il s'agit spécifiquement de :

- Déterminer la tendance des montants transférés par les migrants camerounais ;

- Déterminer l'utilisation faite de l'argent transféré par ces migrants ;
- Déterminer la contribution des fonds envoyés sur le développement socio-économique au Cameroun.

Pour atteindre les objectifs de l'étude, notre travail est articulé au tour de quatre (04) grandes parties à savoir (i) un bref contexte de l'étude (ii) la revue de la littérature sur les transferts d'argent des migrants (iii) la méthodologie de l'étude (iv) l'utilisation faite de l'argent transféré et (v) la contribution des transferts de fonds sur le développement socio-économique des ménages au Cameroun.

I. Bref Contexte de l'étude

I.1. Contexte socio-économique

La pauvreté reste encore largement répandue au Cameroun car selon l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM), le seuil de pauvreté en 2007 était de 269 443 Fcfa par équivalent adulte et par an. En effet, en cette période, sur une population estimée à près de 17,9 millions d'habitants (BUCREP), 39,9% soit 7,1 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté. C'est dire qu'en 2007, un travailleur gagnant juste le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) de 23 500 FCFA par mois, qui vit seul, et qui ne bénéficie d'aucun revenu additionnel en nature parvient à peine à satisfaire ses besoins essentiels.

Les dépenses en éducation des ménages pauvres sont restées relativement faibles, elles sont en moyenne de 17 320 Fcfa par an et par élève contre 65 513Fcfa pour les ménages non pauvres (ECAM, 2007). Le taux de consultation dans les structures formelles de santé varie fortement avec le niveau de vie des populations. En effet, il est de 60,5% pour les personnes pauvres contre 77,6% pour les non pauvres.

I.2. Contexte migratoire

Les émigrés camerounais jouent un rôle important dans les efforts de développement de leur pays d'origine. Leurs actions sont remarquables dans les activités d'économie sociale ou les associations diasporiques qui prennent des initiatives seules et/ou en partenariat avec des mouvements associatifs. Leurs interventions sont visibles à travers l'expédition de biens en nature, de transferts de fonds institués. Ces apports de la diaspora peuvent représenter une source appréciable de financement (Dembélé Moussa, 2001).

Ces transferts constituent pour certains individus et/ou familles restés au pays, la seule source de revenu. Ils se font selon plusieurs modes, nous pouvons citer : Western Union, Money Gram, les transferts en espèces, les transferts bancaires, les mandats postaux électroniques, les transferts par téléphonie mobile, etc. Par rapport aux transferts en nature, il s'agit de participer au développement du pays d'origine directement à travers des projets mis sur pied soit par les membres de la diaspora, soit par ceux qui sont restés au pays. Par exemple, la construction d'écoles, de centres de santé, l'approvisionnement en médicaments, etc. Ce qui permet à la diaspora de contribuer en apportant les équipements nécessaires pour la réalisation desdits projets.

Le montant des transferts de fonds des camerounais vers leur pays d'origine a considérablement augmenté depuis 2001. L'évaluation du montant réel de ces transferts reste impossible à cause de la multitude des canaux de transferts. Toutefois, d'après les données de la Banque Mondiale (2009), on remarque une augmentation du montant approximatif de ces transferts, effectués de l'étranger chaque année par les camerounais, pour la période 2000-2008. Ce montant est estimé à 11 millions de dollars E.-U. en 2000, à 103 millions en 2004 et 167 millions en 2008 ; il représentait 0,8 % du PIB en 2008.

II. Cadre théorique de l'étude

II.1. Utilisation et influence des envois de fonds sur le développement socio-économique : analyses théoriques

Selon de nombreuses études, les transferts de fonds des émigrants vers leurs pays d'origine ont des effets mitigés dans les économies de ces pays. A partir d'une étude commanditée par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) à l'échelle mondiale, Bimal Ghosh, souligne que les transferts, au niveau des ménages, ont souvent un effet positif sur le développement car ils améliorent le niveau d'éducation des enfants tout en diminuant le travail des mineurs. Ils contribuent également à une meilleure santé, à un meilleur logement et au bien être de ses membres.

D'autres auteurs (notamment Stark, 1978, 1980) ont tenté de promouvoir une vision plus optimiste des transferts en montrant qu'en présence de marchés ruraux du crédit et du travail imparfaits, les migrants permettaient aux familles de disposer des ressources nécessaires pour être en mesure d'innover ou pour simplement prendre en charge la totalité des dépenses induites par le cycle de production agricole (achat de semences et d'intrants, location de matériel, etc.). Dans cette perspective, les transferts constituent un facteur d'accroissement de la productivité et leur impact marginal sur les revenus des familles peut être supérieur à un. De la même façon, en suppléant à l'absence de systèmes d'assurance-maladie et à l'insuffisance d'infrastructures médicales, les transferts contribuent à l'amélioration de l'état sanitaire de la population et à terme, à celle de la qualité de la force de travail.

Dans un contexte où les ressources issues de la croissance ne sont pas redistribuées de façon efficace, la contribution des transferts de fonds restent une source potentielle de développement. Plusieurs auteurs (Stark, Taylor et Yitzhaki, 1986, 1988 ; Taylor, 1992 ; Taylor et Wyatt, 1996) ont ainsi avancé l'idée que les transferts réduisaient les inégalités de

revenu au sein des communautés d'origine et qu'ils contribuaient à lever les contraintes de liquidités des familles, favorisant de ce fait l'investissement en capital physique et humain. Guilmoto et Sandron (2003) notent qu'en bousculant des institutions majeures comme les rapports entre les sexes, les générations et les classes sociales, l'émigration et les transferts peuvent constituer un facteur de changement social dans les régions de départ.

Par contre, Bimal Ghosh remarque que les transferts produisent un délai dans la mise en œuvre des réformes essentielles de la part de l'État étant donné que la population subsiste et que les pressions sont moindres. En même temps, ceux qui reçoivent des transferts en deviennent dépendants et les ménages ont besoin d'une continuation de la migration parmi les jeunes en âge de travailler car, souvent, après de longues périodes à l'étranger, les transferts ont plus de chances de s'estomper. Tout cela entraîne un cycle constant de migration et de dépendance envers les transferts sans aucun effet ou changement majeur sur le développement des choix et des capacités.

Jusqu'à la fin des années 80, l'impact à court terme de la migration et des transferts sur les prix relatifs et le bien-être des pays de départ a longuement été étudié dans la littérature en adoptant, comme cadre analytique le modèle australien (ou modèle d'économie dépendante) développé par Salter et Swan. Ainsi, Rivera-Batiz (1982) montre qu'en l'absence de transferts en retour, le départ en migration d'une partie de la force de travail fait subir une perte de bien-être aux résidents restants. L'argument est que la migration provoque une contraction de la production relativement plus forte dans le secteur des biens non échangeables (plus intensif en travail) que dans celui des biens échangeables. Il en résulte une augmentation du prix relatif des biens non échangeables causant ainsi préjudice au bien-être des résidents restants.

Dans une optique de plus long terme, une utilisation non directement productive des transferts peut avoir une incidence forte sur les piliers du développement que constituent la santé, l'éducation, la culture ou encore l'environnement. En mettant par exemple les familles à l'abri de la pauvreté transitoire dont il a été montré qu'elle était un facteur de déscolarisation des enfants (notamment Sawada, 2003), les envois de fonds peuvent avoir à terme un effet substantiel sur l'accumulation de capital humain et, partant, sur la croissance.

II.2. Utilisation et influence des envois de fonds sur le développement socio-économique : illustrations empiriques

II.2.1. Migration, envois de fonds et pauvreté

L'un des travaux les plus convaincants est celui proposé par Lachaud (1999) à partir des données de l'enquête prioritaire nationale réalisée au Burkina Faso en 1994/1995. Dans une description des données, l'auteur montre d'abord que le niveau de vie des ménages burkinabé provient de quatre sources principales de revenus : les profits de l'agriculture (43 %), les profits non agricoles (27.8 %), les transferts (dont la plupart sont des envois de fonds nationaux et internationaux) (18.6 %) et les salaires (10.6 %). Il montre également que 32.4 % des ménages ruraux et 27.7 % des ménages urbains bénéficient d'envois de fonds et que la répartition de ces envois selon leur provenance (nationale ou internationale) varie sensiblement selon le niveau de vie et les caractéristiques professionnelles et démographiques des chefs de ménages. Lachaud appréhende l'impact des envois de fonds sur la pauvreté en considérant d'abord ces flux financiers comme des transferts exogènes de revenu, puis comme des substituts potentiels des gains générés localement par les ménages. Le principe de cette seconde méthode consiste à remplacer les envois de fonds par la valeur du revenu que les migrants et les autres membres du ménage auraient eu en l'absence de migration. Dans le premier cas, les transferts, considérés comme exogènes, tendent à avoir un effet égalitaire sur les revenus et un impact substantiel sur le bien-être des ménages, notamment en milieu rural. Dans le second cas (après imputation du niveau de vie que les ménages bénéficiant d'envois de fonds auraient eu en l'absence de ces derniers), l'analyse indique que les envois de fonds contribuent à réduire de 7.2 points de pourcentage l'incidence de la pauvreté rurale et de 3.2 points de pourcentage celle de la pauvreté urbaine.

Selon Lachaud, un pays fortement dépendant des envois de fonds en provenance de l'étranger reste confronté à une fragilité intrinsèque. Le poids des transferts dans le revenu des ménages burkinabé soumet en effet le niveau de vie de ces derniers à la conjoncture des pays voisins. Les événements récents de Côte d'Ivoire et l'accroissement de l'incidence de la pauvreté au Burkina Faso qui en a résulté (Lachaud, 2004) en fournissent une illustration.

Gustafsson et Makonnen (1992) s'appuient sur les données d'une enquête réalisée en 1986/1987 auprès de 7 680 ménages pour évaluer quel serait l'impact du retour des migrants et de l'arrêt consécutif des transferts reçus par leurs familles sur le profil de pauvreté du Lesotho, un pays dont une partie importante de la main-d'œuvre masculine travaille en Afrique du Sud. Après avoir précisé que les envois de fonds représentaient la principale source de revenu de 35 % des ménages de l'échantillon, les auteurs simulent l'impact d'un arrêt des transferts sur la pauvreté en soustrayant simplement le montant des envois de fonds

reçus au niveau de consommation des ménages et en augmentant la taille des ménages du nombre de membres en migration. Ils en concluent que la consommation par tête des ménages diminuerait de 40 % en moyenne, ce qui aurait pour effet d'accroître l'incidence de la pauvreté de 14 points de pourcentage.

Bien que l'intérêt des économistes se soit porté sur la relation de causalité allant des inégalités vers la croissance dès le début de la décennie 1990 (Banerjee et Newman, 1993 ; Galor et Zeira, 1993). Ce n'est très récemment que l'impact à long terme des transferts a été analysé dans le cadre d'un modèle de croissance endogène, Mesnard (2001) montre par exemple que 26 % des travailleurs tunisiens rentrés définitivement dans leur pays au cours de la période 1974-86 ont créé une entreprise à leur retour avec leur épargne. Partant de ce fait empirique, l'auteur propose un modèle à générations successives qui permet de comparer l'évolution de la distribution de la richesse d'une économie lorsque ses frontières sont plus ou moins ouvertes à l'émigration de travailleurs. Le modèle montre qu'en présence d'indivisibilités et d'imperfections sur le marché du capital, l'émigration temporaire de travailleurs et l'accumulation de capital qu'elle rend possible ont pour effet de perturber la distribution de la richesse de l'économie de départ à un moment donné, ce qui se perpétue à travers les transferts intergénérationnels et peut entraîner l'économie sur un sentier de prospérité.

II.2.2. Migration, envois de fonds et développement rural

Une autre étude centrée sur le seul cas du Lesotho suggère que les transferts en provenance d'Afrique du Sud permettent aux familles qui les reçoivent de répondre plus rapidement aux impératifs agricoles que les familles non impliquées dans la migration. Cela explique l'inefficience technique, définie comme l'incapacité à atteindre le plus haut niveau de production réalisable à partir d'une quantité donnée de facteurs, soit moindre chez les premières que chez les secondes (Mochebelele et Winter-Nelson, 2000).

II.2.3. Migration, envois de fonds et répartition du revenu

Les recherches empiriques sur les transferts d'argent et la répartition du revenu sont plus orientées vers la justice sociale et l'égalité. Stark, Taylor et Yitzhaki (1996 et 1998) ont suggéré que la dynamique des migrations et la répartition du revenu pourraient être représentées par une relation inverse en U. En utilisant un modèle dynamique pour saisir les effets des transferts sur la répartition du revenu dans deux villages mexicains, ils constatent que les effets dépendent avant tout du contexte de la migration et du degré de diffusion parmi les ménages des possibilités d'émigrer. Ainsi, ce sont principalement les ménages aisés qui

envoient des migrants à l'étranger, en conséquence, ces familles sont les premières à bénéficier des transferts de fonds opérés par les émigrés, ce qui provoque une hausse de l'inégalité. Au cours des phases ultérieures, comme les migrations touchent un plus large éventail de catégories de revenu, les ménages pauvres bénéficient des transferts effectués par les émigrés et ces transferts exercent un effet de péréquation sur la répartition du revenu. Cependant, en utilisant une approche analogue à celle de Stark, Taylor et Yitzhaki ainsi que des données intertemporelles provenant d'enquêtes auprès des ménages yougoslaves de 1973, 1978 et 1983, Milanovic (1987) ne trouve rien pour étayer l'hypothèse de la relation en U. Par contre, ses résultats montrent que les transferts entraînent une divergence des revenus. En outre, les effets diffèrent selon les périodes et les catégories sociales considérées.

III. Cadre méthodologique

III.1. Source de données

Les données utilisées pour cette étude sont issues d'une enquête sur « L'Impact de la Migration Sud-Sud sur le Développement au Cameroun », commanditée par l'Observatoire ACP sur les migrations et conduite par l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) en 2012. L'Observatoire ACP est une initiative du Secrétaire du groupe des Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il est mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) qui conduit un consortium de 15 autres partenaires.

III.2. Objectif de l'enquête

Un objectif clé pour les gouvernements dans les régions ACP est de savoir comment intégrer efficacement la mobilité humaine dans les plans de développement nationaux et régionaux et dans les stratégies de réduction de la pauvreté. En effet, le manque d'évidence concrète et fiable sur les interrelations entre la migration et le développement limite la compréhension globale des possibilités de migration et entrave les efforts visant à relever les défis rencontrés par ces pays. Les données sont recueillies sur les expériences des migrations des personnes vivant dans les ménages, ainsi que sur d'autres aspects de leur vie, comme leur santé, leur éducation et le travail qu'ils font. Les déclarations des enquêtés sur l'utilité (rôle, fonction) et l'utilisation des transferts de fonds ont aussi fait l'objet de cette collecte. Ces données sont également recueillies dans les ménages avec migrants et les ménages sans migrants, pour

comparer le niveau de vie de chaque groupe et essayer d'analyser la façon dont la migration a affecté leur vie.

III.3. Définition des variables opérationnelles

L'objectif général de cet article étant de contribuer à la connaissance de la relation migration et développement socio-économique au Cameroun, la variable « transferts de fonds des émigrants » a été déterminée par deux variables : le transfert d'argent à au moins l'un des membres du ménage et le transfert de biens ou d'aliments à au moins un des membres du ménage au cours des 12 derniers mois qui ont précédé l'enquête.

Les variables socio-économiques quant à elles sont représentées par :

-le niveau de vie du ménage qui tient compte de la pauvreté non monétaire appréhendée par les biens possédés et les caractéristiques du logement. L'approche par les « conditions d'existence » consiste à définir le niveau de pauvreté à partir des conditions matérielles d'habitation. Il s'agit d'un indicateur objectif non monétaire abordant la pauvreté sous l'angle des résultats plutôt que des moyens (RAZAFINDRAKOTO et ROUBAUD, 2005).

-le niveau d'instruction des membres du ménage : c'est le niveau d'étude le plus élevé atteint par les membres du ménage. Il est obtenu par le diplôme le plus élevé. Dans notre étude, il a trois modalités : aucun ; primaire ; secondaire et plus.

-la taille du ménage : c'est le nombre de personnes vivant habituellement dans le ménage. Elle a quatre modalités : 1-3, 4-6, 7-11 et 12-16 personnes.

Les variables d'opinion : elles permettent de recueillir l'opinion des individus enquêtés sur l'utilité des transferts de fonds.

Les variables liées aux dépenses des ménages : elles présentent les dépenses effectuées par les ménages au cours des 12 derniers mois qui ont précédé l'enquête.

III.4. Hypothèse de l'étude

Cette étude cherchera à tester l'hypothèse suivante : les transferts de fonds contribuent positivement au développement socio-économique des ménages au Cameroun. Ainsi, plus les montants transférés seront importants, plus la contribution de ceux-ci au développement sera plus accentuée à travers l'épargne et l'investissement productif.

III.5. Méthodes d'analyses de données

Pour appréhender la contribution des transferts de fonds des migrants au développement, nous procédons par une analyse descriptive. L'analyse descriptive univariée nous permet de déterminer la l'utilisation faite des montants transférés ; l'analyse bivariée présente l'association entre les transferts et les facteurs socio-économiques. Par une analyse comparative des dépenses entre ménages concernés par les envois d'argent et les ménages non concernés, nous déterminons la contribution des transferts de fonds sur le développement socio-économique des ménages.

IV. Utilisation des transferts de fonds

IV.1. Opinion des personnes enquêtées sur l'utilité des transferts de fonds

L'opinion recueillie auprès des personnes enquêtées relative à l'utilité des transferts montre que 57, 65% de ces personnes attribuent un effet positif à l'émigration, tandis 26,47% lui donne une influence négative. L'influence positive peut être visible à travers l'épargne et l'investissement qui permettent de renforcer l'économie et de réduire le niveau de pauvreté.

Tableau1 : Influence de l'émigration au Cameroun

l'émigration influence la vie	Effectif (%)
positivement	57,65
négativement	26,47
pas de changement	15,88

Source : OIM, 2012

Selon les affirmations de la majorité des individus enquêtés, les transferts de fonds et de biens des émigrants camerounais contribuent faiblement au développement socio-économique. Ainsi, seulement 10,81% et 13,03% ont déclaré que l'argent envoyé permet respectivement d'épargner et d'investir. Par ailleurs, les devises étrangères envoyées renforcent l'économie camerounaise, c'est une affirmation de 5,64% de personnes. Le niveau de pauvreté peut également être réduit grâce à l'action des émigrants dans leur pays d'origine, c'est l'opinion que supporte une proportion de 26,89% de personnes de l'échantillon.

Tableau2 : Opinion sur l'utilité de l'argent envoyé par les émigrants camerounais

Variables	Modalités	Effectif (%)	Effectif total
l'argent envoyé par les émigrants permet	Oui	10,81	5497
	Non	89,19	

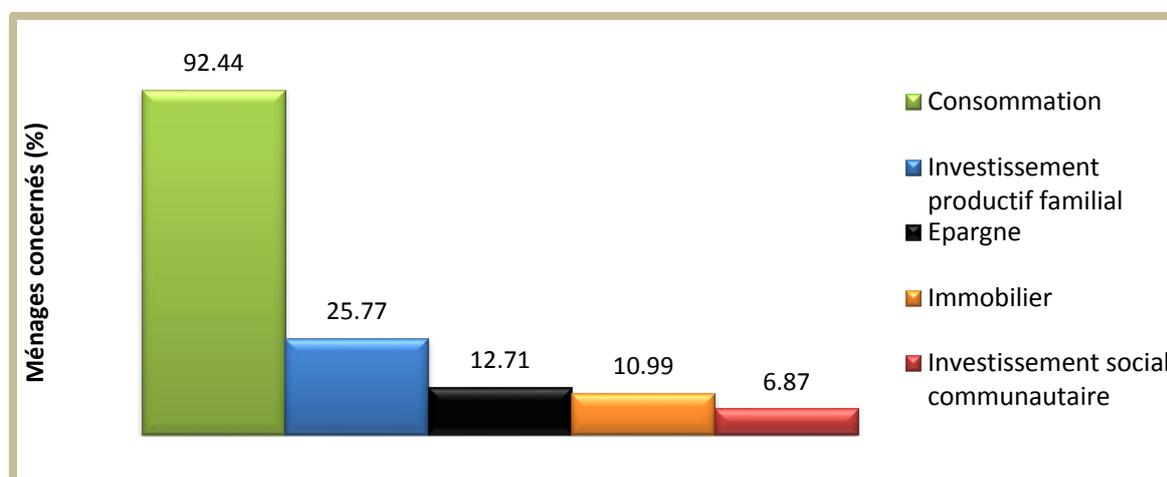
d'épargner			
l'argent envoyé par les émigrants permet d'investir	Oui	13,03	5497
	Non	86,97	
les devises étrangères envoyées renforcent l'économie	Oui	5,64	5497
	Non	94,36	
l'argent envoyé par les émigrants réduit le niveau de pauvreté	Oui	26,89	5497
	Non	73,11	

Source : OIM, 2012

IV.2. Utilisation faite de l'argent transféré aux membres des ménages

L'argent reçu par les familles est affecté à plusieurs usages. Cinq types d'usages ont été déclarés par les répondants, il s'agit notamment de la consommation, l'immobilier, de l'investissement familial productif, de l'investissement social communautaire et de l'épargne.

Graphique1 : Utilisation faite par les ménages de l'argent envoyé par les émigrants camerounais



Sources : OIM, 2012

Les transferts de fonds constituent une source de revenu importante pour les ménages à revenu faible et moyen au Cameroun. Toutefois, leur l'impact sur le développement socio-économique du pays dépend en partie de la manière dont-ils sont dépensés. Les résultats du graphique 1 montrent que les transferts d'argent et de biens des camerounais à l'étranger vers leur pays d'origine sont pour la plus grande partie affectés à la consommation des ménages. En effet, 92,44% des ménages affectent l'argent reçu des transferts aux dépenses de

consommation. Par contre seulement 6,87% de ménages ont déclaré effectuer un investissement social communautaire avec l'argent ou des biens issus des transferts de l'étranger. Par ailleurs, l'investissement productif familial, l'épargne et l'investissement dans l'immobilier concernent respectivement 25,77%, 12,71% et 10,99% des ménages.

IV.3. Comparaison entre opinions sur l'utilité et utilisation faite des transferts de fonds

En calculant la proportion moyenne des investissements dans l'immobilier productif familial et communautaire, on trouve 14,53% en moyenne qui ont déclaré avoir dépensé l'argent reçu des transferts dans l'investissement alors que cette proportion est de 13,03% pour l'opinion sur l'utilité. De même, 12,71% de ménages ont affecté l'argent reçu des transferts à l'épargne tandis que 10,81% l'ont fait pour son utilité. Ces chiffres confirment de part et d'autre les faibles proportions des dépenses allouées à l'épargne et à l'investissement.

Ces résultats justifient ceux de nombreuses recherches qui ont montré que les fonds issus des transferts sont affectés en grande partie à la satisfaction des besoins essentiels de consommation qu'à l'investissement productif. Toutefois, il peut avoir divers effets indirects sur la croissance économique, parmi eux, figurent le déblocage d'autres ressources pour l'investissement et la production d'effets multiplicateurs. Un dollar provenant d'un transfert qui est dépensé pour satisfaire des besoins essentiels stimule le commerce de détail, ce qui dynamise la demande de biens et de services, et celle-ci stimule à son tour la production et l'emploi. Ces transferts de fonds jouent ainsi un rôle de filet de sécurité sociale au niveau des ménages, tout en générant un effet multiplicateur (OIM, 2005).

Il faut toutefois remarquer que dans le cas du Cameroun, avec la situation de pauvreté et même de misère, les montants affectés à la consommation restent bas et la situation de l'emploi précaire ce qui limiterait l'effet multiplicateur.

On peut donc penser que tant que le Cameroun n'aurait pas atteint un niveau considérable de bien être, les ménages continueront d'afficher les mêmes habitudes (Lowell et de la Garza, 2000). Notons par ailleurs que les investissements productifs des ménages ne dépendent pas seulement du revenu mais aussi des taux d'intérêt, du prix des actions, de la solidité des politiques macroéconomiques et de la stabilité de la croissance économique (Puri et Ritzema, 1999).

V. Contribution des transferts de fonds au développement socio-économique

V.1. association entre transferts de fonds et développement socio-économique

Le tableau 4 montre que les transferts de fonds sont significativement associés aux niveaux de vie du ménage, niveau d'instruction et dépenses liées à la scolarité. On constate que plus la proportion des ménages concernés par les transferts d'argent diminue, plus le montant d'argent transféré augmente. En effet, la majorité des ménages (81,3%) ont reçu des transferts d'un montant de moins d'un million quelque soit le niveau de vie et le niveau d'instruction et de 81,7% quelque soit les dépenses liées à la scolarité au cours des 12 derniers mois qui ont précédés l'enquête. Tandis que 3,7% et 3,4% des ménages ont déclaré avoir reçu un montant compris entre 3,5 et 10 millions de FCFA issu des transferts au cours de la même période.

Tableau3 : montant des transferts selon le niveau de vie du ménage, le niveau d'instruction et les dépenses pour la scolarité

Variables	Montant d'argent transféré			Ensemble	Effectifs
	<1 million	1-3 millions	3,5-10 millions		
Niveau de vie **					
Faible	74,7	20,2	5,1	37,1	99
Moyen	90,2	8,0	1,8	41,9	112
Elevé	75,0	19,6	5,4	21,0	56
Total	81,3	15,0	3,7	100,0	267
Niveau d'instruction **					
Sans niveau	91,7	8,3	0,0	4,5	12
Primaire	93,1	6,9	0,0	10,9	29
Secondaire et plus	79,2	16,4	4,4	84,6	226
Total	81,3	15,0	3,7	100,0	267
Dépenses pour scolarité ***					
<100 mille	85,3	13,2	1,6	49,2	129
100-900 mille	78,6	17,5	4,0	48,1	126
1-8 millions	71,4	0,0	28,6	2,7	7
Total	81,7	14,9	3,4	100,0	262

Significativité : *** (1%), ** (5%), * (10%). Source : OIM, 2012

V.2. Comparaison des dépenses des ménages concernés par les transferts de fonds et les ménages n'ayant reçu les transferts.

Cette évaluation nécessite la prise en compte de la taille et du niveau de vie du ménage car les dépenses de ces ménages sont fonction de ces facteurs.

Le constat fait dans le tableau montre une différence positive des dépenses des ménages selon le niveau de vie et la taille du ménage, en faveur des ménages ayant reçu les transferts de fonds. Ainsi :

-pour les ménages de 1-3 personnes et de niveau de vie faible : l'alimentation, l'épargne et les articles de toilette et cosmétiques.

- les ménages de 1-3 personnes et de niveau de vie moyen : l'alimentation, l'eau, l'épargne et le service de santé et médicaments.

- les ménages de 1-3 personnes et de niveau de vie élevé : l'eau, la scolarité, l'épargne et les fournitures du ménage.

-pour les ménages de 4-6 personnes et de niveau de vie faible : l'alimentation, l'épargne, le service de santé et médicaments, les fournitures du ménage et les articles de toilette et cosmétiques.

- les ménages de 4-6 personnes et de niveau de vie moyen : l'alimentation, l'eau, l'épargne et le service de santé et médicaments.

- les ménages de 4-6 personnes et de niveau de vie élevé : l'alimentation, la scolarité, l'épargne, le service de santé et médicaments et les fournitures du ménage.

-pour les ménages de 7-11 personnes et de niveau de vie faible : scolarité, l'épargne et le service de santé et médicaments

- les ménages de 7-11 personnes et de niveau de vie moyen : le loyer et l'épargne.

- les ménages de 7-11 personnes et de niveau de vie élevé : l'alimentation, la scolarité, le loyer, l'épargne, le service de santé et médicaments, les fournitures du ménage et les articles de toilette et cosmétiques.

- les ménages de 12-16 personnes et de niveau de vie élevé : l'alimentation, la scolarité, l'épargne et les fournitures du ménage.

Tableau4 : Différence de dépenses entre les ménages ayant reçu les transferts de fonds et les ménages n'ayant pas perçu les transferts de fonds (%)

Nature des dépenses	Niveau de vie			Taille du ménage
	Faible	Moyen	Elevé	
Alimentation	67,6	16,2	-50,1	1-3 personnes
Eau	-72,3	14,4	7,9	
Loyer	-43,4	-18,1	-21,3	
Scolarité	-72,1	-47,5	89,4	
Epargne	77,6	25,7	121,8	
Service de santé et médicaments	-58,6	6,6	-51,3	
Articles de toilette et cosmétiques	49,3	-38,4	-13,7	
Fourniture du ménage	-68,7	-56,1	49,2	
Alimentation	32,6	-30,1	14,7	4-6 personnes
Eau	-14,3	-31,4	-44,5	
Loyer	-19,2	-26,2	-49,3	
Scolarité	-21,1	-20,5	39,3	
Epargne	19,9	-8,4	82,8	
Service de santé et médicaments	15,9	-34,9	66,5	
Articles de toilette et cosmétiques	24,5	-23,2	-10,6	
Fourniture du ménage	18,7	-0,8	8,3	
Alimentation	-81,4	-43,9	61,1	7-11 personnes
Eau	-21,4	-22,5	-65,6	
Loyer	-38,4	3,0	17,4	
Scolarité	110,3	-4,9	19,7	
Epargne	49,1	36,7	54,1	
Service de santé et médicaments	8,4	-17,2	56,6	
Articles de toilette et cosmétiques	-48,0	-18,1	113,0	
Fourniture du ménage	-48,5	-30,4	119,2	
Alimentation	-	-	142,9	12-16 personnes
Eau	-	-	-58,1	
Loyer	-	-	0,0	
Scolarité	-	-	127,9	
Epargne	-	-	163,6	
Service de santé et médicaments	-	-	-127,3	
Articles de toilette et cosmétiques	-	-	-133,3	
Fourniture du ménage	-	-	100,0	

Source : OIM, 2012

Le nombre moyen d'activités des ménage génératrices de revenue est plus élevé dans les ménages ayant bénéficié des transferts d'argent que dans les autres ménages. Les ménages concernés sont ceux de niveau de vie faible et de 1-3 et 4-6 personnes ; de niveaux de vie moyen et élevé pour ceux de 7-11 personnes.

Tableau5 : Entreprises du ménage

Différence du nombre moyen d'activités du ménage génératrices de revenu (%)	Niveau de vie			Taille du ménage
	Faible	Moyen	Elevé	
	6,9	-0,8	-9,0	1-3 personnes
	30,2	-8,8	-41,9	4-6 personnes
	-4,9	10,5	8,7	7-11 personnes
	-	-	-	12-16 personnes

Source : OIM, 2012

Conclusion et recommandations

Dans notre travail, il était question de déterminer les tendances des montants transférés au cours dernières années au Cameroun, l'utilisation faite de cet argent par les ménages et la contribution de ces transferts au développement socio-économique au Cameroun. Pour atteindre ces objectifs, nous avons utilisé les données issues de l'enquête sur « l'Impact de la Migration Sud-Sud sur le Développement au Cameroun », commanditée par l'Observatoire ACP sur les migrations et conduite par l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) en 2012. A partir d'une analyse descriptive, il ressort que les fonds transférés par les camerounais à l'étranger dans leur pays sont de plus en plus important. Cet argent est affecté essentiellement à la satisfaction des besoins essentiels notamment à la consommation qu'à l'investissement productif. Par ailleurs, les facteurs socio-économiques notamment le niveau de vie du ménage, le niveau d'instruction et les dépenses liées à la scolarisation sont significativement associés à ces transferts. Les résultats des analyses montrent également que les transferts de fonds améliorent le niveau de vie des ménages car pour une taille et un niveau de vie des ménages considérés, les dépenses effectuées par les ménages ayant bénéficiés des transferts d'argent sont supérieures à celles des autres ménages.

Nous ne pouvons conclure sans mettre en exergue les effets négatifs des transferts de fonds sur le développement socio-économique des ménages. Il ya lieu de noter la dépendance des ménages aux transferts d'argent car pour certains, c'est la principale source de revenu. Si cette dernière disparaît, ce sera la misère puisque ces fonds sont essentiellement alloués aux dépenses de consommation. Les dépenses supplémentaires qu'engendre la migration d'une personne issue d'une famille pauvre contribuent à la dégradation du niveau de vie de celle-ci.

Cet article rencontre des limites relatives à la disponibilité des informations sur les transferts de fonds des migrants vue la multitude de canaux informels de transferts. Dans notre cas, il est nécessaire de noter le manque d'informations sur d'autres sources de revenu des ménages permettant de mettre en exergue la différence nette des dépenses. A cela s'ajoute l'absence de d'autres variables pertinentes pouvant améliorer la qualité des analyses, ainsi que la mauvaise qualité de celles existant.

Vus les résultats et les limites susmentionnés, il est nécessaire que :

- le Gouvernement camerounais accentue la lutte contre la pauvreté et la misère car tant que le niveau de pauvreté restera élevé, les fonds issus des transferts seront essentiellement affectés à la consommation qu'à l'investissement productif ;
- l'investissement et l'épargne des migrants dans leur pays d'origine soient encouragés à travers la création d'une structure fiable et capable d'accompagner la contribution de la diaspora camerounaise dans le processus de développement ;
- réaliser des études pour faciliter l'accès aux données sur la migration et les transferts de fonds tout en explorant le domaine des canaux informels d'envoi d'argent.

Références bibliographiques

- **Adrian Profitos** (2009) : « *migration, transferts et développement : le cas du Sénégal* ».
- **Denise Efionayi-Mäder, Gérard Perroulaz et Catherine Schümperli Younossian** (2008) : « *Migration et développement : les enjeux d'une relation controversée* », Annuaire suisse de politique de développement, N°2, Vol.27. <http://aspd.revues.org/176>
- **Organisation de coopération et de développement économiques** (2005) : « *Migrations, transferts de fonds et développement* »
- **l'Organisation Internationale pour les Migrations, GIP International** (2011) : « *Évaluation de la gestion des migrations de travail au Cameroun : politiques, législation et pratiques* ».
- **l'Organisation Internationale pour les Migrations** (2010) : « *Vue d'ensemble sur les migrations Sud-Sud, tendances du développement et besoins en termes de recherche au Cameroun* »